



SOCIÉTÉ MARTINICAISE DES EAUX

COMPTE RENDU ANNUEL 2006



Captage de Verrier à BELLEFONTAINE



Syndicat des Communes
De la Côte Caraïbe Nord-Ouest

ACTIVITÉ EAU POTABLE

SOMMAIRE

1. COMMENTAIRES GENERAUX	3
1.1. PRESENTATION DU SERVICE.....	3
1.1.1. Description	3
1.1.2. Les faits marquants	5
1.1.2.1. Le service client	6
1.1.3. Orientations pour l'avenir.....	10
1.1.4. La qualité de service.....	15
1.1.4.1. La démarche qualité de la SME.....	15
1.1.4.2. Le baromètre satisfaction clients.....	16
1.1.4.3. La qualité de l'eau.....	17
1.2. INDICATEURS TECHNIQUES.....	18
1.2.1. Origine de l'eau	18
1.2.2. Récapitulatif des chiffres clés.....	18
1.2.3. Evolution du nombre de clients	18
1.2.4. Evolution des volumes mis en œuvre.....	19
1.2.5. Qualité de l'eau.....	19
1.2.6. Répartition des chiffres clés par commune.....	19
1.3. INDICATEURS FINANCIERS	20
1.3.1. Tarifs	20
1.3.2. Prix de l'eau (facture 120 m3).....	21
2. PRODUCTION	22
2.1. TABLEAU DES VOLUMES PRODUITS.....	22
2.2. FONCTIONNEMENT DE L'USINE D'URION.....	22
2.2.1. Principe de fonctionnement	22
2.2.2. Schéma de principe.....	23
2.2.3. Consommation de réactifs.....	23
2.3. CONSOMMATION CHLORE PAR SITES.....	24
2.4. LIMITES DES INSTALLATIONS	24
3. STATIONS DE POMPAGE ET RESERVOIRS	25
3.1. FONCTIONNEMENT DES STATIONS	25
3.2. TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT.....	26
3.3. LIMITES DES INSTALLATIONS	26
4. LE RESEAU	27
4.1. GENERALITES.....	27
4.2. TRAVAUX REALISES.....	27
4.3. RENOUVELLEMENT	27
4.4. LIMITES DES INSTALLATIONS	27
4.5. LINEAIRE DU RESEAU	29
4.6. INTERVENTIONS SUR RESEAU	30
4.7. BRANCHEMENTS REALISES	30
4.8. RENOUVELLEMENT	30
4.9. BILAN DES VOLUMES ET RENDEMENT DU RESEAU.....	31
5. LES ABONNES	32
5.1. NOMBRE D'ABONNES	32
5.2. GROS CONSOMMATEURS.....	32

5.3.	VOLUMES FACTURES.....	33
5.4.	REPARTITION DES VOLUMES VENDUS	33
6.	LA QUALITE DE L'EAU	34
6.1.	ANALYSES BACTERIOLOGIQUES	34
6.1.1.	<i>Analyses bactériologiques points de production.....</i>	<i>34</i>
6.1.2.	<i>Analyses bactériologiques réseaux de distribution</i>	<i>34</i>
6.2.	ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUE	35
6.2.1.	<i>Tableau de synthèse des principaux paramètres analysés.....</i>	<i>35</i>
6.2.2.	<i>Analyses physico-chimique réseau de distribution.....</i>	<i>36</i>
ANNEXES	37

1. COMMENTAIRES GENERAUX

1.1. Présentation du service

1.1.1. Description

La SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX assure pour le compte du SCCCNO la gestion complète du service de l'eau potable, réparti sur les 7 communes de la Côte Nord Caraïbe.

Le Service assuré concerne au 31/12/2006 :

- 8 501 clients
- 2 509 357 m³ produits
- 1 570 995 m³ consommés
- 198 km de réseaux
- 15 stations de pompage et de surpression
- 29 réservoirs et 3 bâches de pompage
- 1 usine de traitement par ultrafiltration:
 - * Urion (Morne Vert) (50 m³/h)
- 1 forage
 - * Allée Pécoul (Saint Pierre)
- 4 captages de sources
 - * Morestin (Morne Rouge/Saint Pierre)
 - * Attila (Morne Vert)
 - * Yang Ting (Fonds Saint Denis)
 - * Verrier (Bellefontaine)

Le personnel qui assure la production, la distribution, la facturation de l'eau potable des 18 069 habitants du syndicat (recensement 1999), bénéficie du soutien logistique du Siège Social de la Société Martiniquaise des Eaux.

Présentation générale de la SME :

La SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX a été créée en 1977 ; elle intervient dans les domaines de la production et de la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux résiduaires, l'expertise et le conseil aux maîtres d'ouvrages dans ses domaines de compétences.

La SME assure le service de l'eau pour 23 communes à travers 2 syndicats :

- les 16 communes du SICSIM (Syndicat Intercommunal du Centre et du sud de la Martinique),
- la gestion du service de l'eau sur les communes du Lamentin et de Saint Joseph se fait à travers le syndicat mixte SICSIM/CACEM ;
- les 7 communes du SCCCNO (Syndicat des Communes de la Côte Caraïbe Nord Ouest).

Elle assure également le service de l'assainissement sur le périmètre du SICSM, du SCCCNO et la ville du Lamentin en relation avec la CACEM.

Les ressources humaines, financières et techniques de la SME lui confèrent le rôle d'un acteur économique de premier plan en Martinique. Et de par ses liens avec les groupes SUEZ-LYONNAISE DES EAUX et VEOLIA-EAU, la société peut accéder aux moyens de ces deux grands groupes français, réputés pour leur expérience dans les métiers de l'eau et l'assainissement, leur expertise technique, leur solidité économique et leur stabilité financière.

Moyens en personnel :

La SME possède un effectif de 174 agents, caractérisé par une compétence forte, basée sur la formation ou l'expérience, acquise au sein de l'entreprise, ou auprès d'entreprises du même secteur d'activité en métropole.

La SME développe la compétence de son personnel en maintenant un effort tout particulier sur la formation interne. Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation est ainsi trois fois plus important que le taux légal et prend en compte l'ensemble des dimensions utiles à l'exercice d'un métier efficace et respectueux des exigences des clients (technologies nouvelles, reporting contractuel et réglementaire, management, communication....).

Les agents sont répartis en niveau de qualification comme suit :

Ouvriers - employés :	131
Agents de maîtrise :	33
Cadres :	10

Organisation interne :

- **Les ouvrages confiés à la SME pour le service de l'eau potable (affermage) :**
 - 3 usines de traitement d'eau, 4 captages de sources et 2 forages,
 - 185 réservoirs de stockage,
 - 85 stations de pompage,
 - 18 millions de m³ produits par an,
 - plus de 2 100 km de réseau d'eau potable.
- **Les ouvrages confiés à la SME pour le service de l'Assainissement (affermages et prestations complètes) :**
 - 81 stations d'épuration d'eaux usées représentant une capacité théorique de 167 000 équivalents-habitants,
 - 183 postes de relevage,
 - 5,3 millions de m³ épurés par an,
 - 350 km de réseau d'assainissement.

1.1.2. Les faits marquants

→ Situations de crise

L'année 2006 a été une année marquée par un carême montrant une alternance de pluies et de périodes ensoleillées, et une saison des pluies à activité moyenne, avec toutefois un mois de novembre très pluvieux. Les orages fréquents ont provoqué des perturbations sur les installations électriques. Lors des fortes pluies, le fonctionnement de l'usine d'Urien a été perturbé par la turbidité importante enregistrée dans la rivière Picart

→ Les travaux

Au cours de ces dernières années, le SCCCNO a particulièrement porté ses efforts sur le renforcement et la sécurisation des unités de production d'eau potable du Syndicat.

Le nouveau forage, le FR1bis, est en fonctionnement depuis Mars 2004, il délivre 50 m³/h. Il conviendra maintenant d'équiper le forage FR8 afin de satisfaire les besoins nouveaux .

Le SCCCNO a obtenu une autorisation préfectorale provisoire d'un an pour l'exploitation du forage FR1bis, elle est arrivée à échéance depuis le mois de mars 2005, les démarches administratives pour une exploitation permanente devront aboutir rapidement.

Les ouvrages assurant l'interconnexion des réseaux Morestin et Fonds Saint Denis sont réalisés depuis 2005, l'alimentation en énergie électrique devra être réalisée pour que le fonctionnement soit assuré.

Un éboulement de terrain a eu lieu autour de l'adduction provenant de MORESTIN. Durant l'année 2006. Le syndicat a dû dévier cette canalisation en fonte 200 en l'éloignant de lieu de l'éboulement ; une rupture de cette adduction desservant 75% de la population de SCCCNO était plus que probable.

→ Journées de l'eau

Le SICSM a organisé, du 19 au 21 octobre 2006, les Journées de l'Eau qui constituent une première en Martinique et qui ont rencontré un franc succès.

Cette grande manifestation autour du thème «les couleurs de l'eau » dont il y a eu une participation active du SCCCNO s'est tenue à Madiana. Elle a réuni tous les acteurs de l'eau.

A l'occasion de ces journées, quelques 700 scolaires ont bénéficié des explications d'ordre général qui leur ont été données au cours des conférences sur le cycle de l'eau, les métiers de l'eau, les différentes filières de traitement et la protection de l'environnement.

La SME s'est fortement impliquée pour concourir au bon succès de cette manifestation, notamment au travers de l'organisation de la soirée de gala.

1.1.2.1. Le service client

- **Accueil de la Clientèle :**

Tous les clients peuvent se présenter dans les bureaux du délégataire à l'adresse suivante:

Société Martiniquaise des Eaux

- Z.I. Place d'Armes
LE LAMENTIN

ou

- Rue Schoelcher
LE CARBET

Le service d'astreinte de la SME permet de répondre à toutes les urgences, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Le n° de téléphone en dehors des heures ouvrées est le 0596 56 99 20

- **Information de la Clientèle**

Le « client-consommateur » réclame une information plus régulière, et une plus grande transparence sur la qualité et le prix de l'eau. La SME contribue naturellement à ces réponses avec une action de communication très ouverte, structurée et régulière.

En 2006, les actions de communication suivantes ont été réalisées :

- Accueil des écoles, informations, visites des installations,
- Généralisation de la lettre d'information « L'Echo des Eaux » relative à la qualité du produit et du service, jointe à l'ensemble des factures des clients de la SME,
- Participation à des réunions publiques ou privées (associations de consommateurs), notamment à la demande des associations pour expliquer encore d'avantage la facturation et les bonnes pratiques en matière de consommation d'eau,
- Participation à des émissions radio et télévision,
- En partenariat avec la chaîne audio visuelle KMT, réalisation d'un film sur le personnel du service Clientèle de la SME en situation réelle face à des clients pour répondre à leurs questions,
- L'envoi aux abonnés de factures au format recto-verso. Cette facture présente l'historique des consommations, des messages personnalisés, et une plus grande lisibilité des prestations facturées,
- Courrier d'information aux clients ayant opté pour le prélèvement échelonné pour leur préciser les nouvelles règles (du type de celles des impôts),
- Envoi avec les factures des fiches éditées par la DSDS sur la qualité de l'eau distribuée en 2005 ;

- Des informations très détaillées sur notre Société, nos services, notre métier, etc..., sont disponibles sur notre site Internet : www.martiniquaisedeseaux.com.

- **Une démarche de progrès**

La Société Martiniquaise des Eaux va poursuivre ses actions d'amélioration de l'accueil et du service à la Clientèle.

Mise en place d'un nouveau logiciel de Gestion Clientèle en 2006 :

En début d'année, nous avons mis en place un nouveau logiciel de facturation. Le déploiement a été très rapide et la facturation du 1^{er} semestre 2006 n'a pas été affectée par ce démarrage.

Nous prévoyons de nouveaux développements sur l'exercice 2007 : à ce jour, le solde des factures semestrielles est prélevé en une fois après déduction des quatre prélèvements échelonnés. Nous envisageons de permettre un règlement de ce solde sur deux mois au lieu de un actuellement.

Amélioration de l'accueil téléphonique

Malgré les efforts que nous avons déjà mis en œuvre au cours de l'exercice écoulé (une personne supplémentaire), l'accueil téléphonique mérite d'être encore amélioré.

Nous avons engagé, avec notre prestataire en téléphonie, une démarche complète pour tracer l'ensemble des appels téléphoniques que nous recevons en quantité, par personne et par plage horaire.

Suivant les résultats de cette étude, nous adapterons si nécessaire nos moyens techniques et organisationnels pour pouvoir mieux répondre à l'attente de nos clients.

Mise en place de nouveaux moyens de paiement : Carte Bancaire, Télépaiement VAD et Borne Interactive de Paiement

L'amélioration de notre offre en moyens de paiement a fait partie de nos priorités dès 2005. C'est une demande forte de la part des clients. La Carte Bancaire nous est régulièrement demandée au travers de la boîte à suggestions (boîte de libre expression des clients sur leurs attentes vis à vis de la SME), dans les courriers et dans les sondages IPSOS (demande faite par 31% des clients sondés). Le télépaiement est également une demande formulée par 11% de nos Clients sondés lors du sondage Ipsos.

a / la Carte Bancaire :

La mise en place du paiement par Carte Bancaire répond à une demande forte de la clientèle. Ce nouveau mode de paiement a été mis en place en novembre 2005 à la caisse du Siège Place d'Armes et en 2006 à l'agence du Carbet rencontre un vif succès.

b / la Borne Interactive de Paiement :

Nous prévoyons un investissement au titre d'une Borne Interactive de Paiement pour la clientèle. La B.I.P. est un automate extérieur qui permet le règlement des factures d'eau, par espèces ou carte bancaire, avec délivrance d'un reçu. Cet appareil, grâce à une aide vocale, est utilisable par tout public. L'avantage pour les clients est la possibilité de régler sa facture à notre agence principale en dehors des heures d'ouverture. Dans le cas d'un afflux ponctuel de clients à la caisse, c'est également une solution qui permet de limiter le délai d'attente et donc d'améliorer la qualité de service.

Cet investissement programmé initialement en 2007, a été retardé en 2008 pour pouvoir s'inscrire dans la refonte complète de l'accueil Clientèle qui ne répond plus entièrement à l'attente des abonnés et de la SME.

c / le télépaiement :

Dans l'attente d'un paiement via internet, nous relançons nos études sur le télépaiement VAD (Vente à Distance) par carte bancaire. Cette option permet à un client sur simple appel téléphonique de régler sa facture d'eau par téléphone en nous indiquant ses références clients et ses coordonnées de carte bancaire. La transaction est saisie par le conseiller Clientèle. Il y a un gain de temps pour le client (pas de déplacement), appréciable également lorsque le client a oublié le règlement de sa facture.

Réaménagement des locaux accueil Clientèle pour offrir plus de confort et de confidentialité aux clients se rendant dans nos locaux

Fin 2004, nous avons transféré le service d'accueil téléphonique de notre siège Place d'Armes, de la partie accueil physique vers la partie back-office, et complété le standard d'un deuxième poste. Ces aménagements doivent permettre à court terme de parfaire la qualité de l'accueil téléphonique.

Concernant l'accueil physique, et afin de garantir un meilleur confort aux Clients se rendant dans nos locaux, nous avons engagé en 2006 une première phase d'études sur un meilleur agencement des bureaux de Place d'Armes permettant de répondre aux améliorations souhaitées : espaces individualisés pour respect de la confidentialité, meilleure signalisation des files d'attente à l'accueil, installation de la Borne Interactive de Paiement, meilleure sécurisation des locaux, etc...

En 2007, nous allons compléter cette première approche pour une décision finale dans le courant de l'exercice et un démarrage des travaux programmé pour fin 2007.

1.1.3. Orientations pour l'avenir

L'augmentation prévisible du prix de l'eau

L'année 2006 a été marquée par des réflexions autour de l'augmentation prévisible du prix global de l'eau à travers notamment :

- La mise en place de la redevance prélèvement à compter du 1^{er} semestre 2007 ;

Ces réflexions vont aboutir à une augmentation effective du prix dès l'exercice 2007, ce qui aura pour conséquence :

- Une plus grande tension dans les relations avec les clients dont le budget eau n'est pas forcément extensible et sur lequel nous avons pu noter une très grande sensibilité ;
- Des difficultés de recouvrement plus importantes ;
- Une baisse des consommations moyennes individuelles en réaction à l'augmentation des prix.

Des efforts communs entre maîtres d'ouvrages et exploitants, de communication, d'information et d'explications devront être déployés pour améliorer la compréhension par tout un chacun de ces évolutions nécessaires.

Les évolutions réglementaires

Principales évolutions du cadre réglementaire dans le domaine de l'eau potable en 2006 :

L'année 2006 a principalement été marquée par la parution d'une nouvelle loi sur l'eau dont une synthèse est présentée en annexe.

Autres textes réglementaires :

Décret 2006-212 du 23 février 2006 relatif à la sécurité des activités d'importance vitale et son arrêté d'application du 2 juin 2006 fixant la liste des secteurs d'activités d'importance vitale

Le code de la Défense fait obligation aux opérateurs de participer à la protection de leurs installations d'importance vitale en rédigeant des plans particuliers de protection. Douze secteurs d'importance vitale ont été retenus, dont l'eau fait partie au même titre que l'énergie.

Le décret définit que doivent être élaborées des directives nationales de sécurité pour chaque secteur d'activité d'importance vitale. Ces Directives préciseront le contenu des documents suivants :

- un plan de sécurité opérateur élaboré par chaque opérateur,
- un plan particulier de protection élaboré par l'opérateur pour chaque point d'importance vitale,
- un plan de protection externe élaboré par les pouvoirs publics avec l'opérateur pour chaque point d'importance vitale.

En ce qui concerne le domaine de l'eau, la Directive Nationale Sécurité est en cours d'élaboration sous la coordination du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Ce dispositif s'inscrit dans la logique du plan Vigipirate et des plans d'intervention associés. Il permet à l'État de s'assurer que l'ensemble des opérateurs désignés d'importance vitale prendra des dispositions cohérentes avec celles que le Gouvernement aura lui même arrêtées ou recommandées au niveau national.

La réforme met l'accent sur une indispensable concertation entre l'État, les élus locaux et les opérateurs. A cet effet, est créé un comité national des secteurs d'activités d'importance vitale auquel participent des représentants des collectivités territoriales et des opérateurs d'importance vitale.

Circulaire DGS/SD 7A N° 2006-110 du 8 mars 2006 ⁽¹⁾ relative à la gestion du risque sanitaire en cas de dépassement des exigences de qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Cette circulaire précise les options de gestion des situations de dépassement des exigences de qualité pour les paramètres : chlorure de vinyle, nickel, aluminium, chlorures et fluor. Elle complète la circulaire du 15 décembre 2004 qui portait sur les paramètres antimoine, arsenic, fluor, plomb et sélénium.

Elle rappelle entre autres, que :

1. Des dérogations peuvent être accordées ponctuellement pour les paramètres :
 - chlorure de vinyle (jusqu'à 1 µg/l, mais seulement pour une durée maximale de 3 mois) ;
 - nickel (jusqu'à 70 µg/l) ;
 - fluor ((jusqu'à 2 mg/l).
2. Le principe de la dérogation ne s'applique pas, en revanche, aux paramètres qui font l'objet d'une référence de qualité et non d'une limite de qualité (aluminium, chlorures et sulfates). La circulaire précise toutefois :
 - que les connaissances scientifiques actuellement disponibles ne permettent pas de définir une valeur sanitaire maximale admissible pour les paramètres aluminium, sulfates et chlorures ;
 - que l'AFSSA estime qu'il est nécessaire que les installations de traitement utilisant des sels d'aluminium soient conçues et exploitées de manière à garantir en permanence le respect de la référence de qualité ;
 - que le projet de décret modifiant les dispositions réglementaires du code de la santé publique en matière de sécurité sanitaire des eaux, prévoit de supprimer l'obligation de consulter le CSHPF lorsque la teneur en sulfates ou en chlorures est supérieure à 250 mg/l dans les eaux brutes.

Décret 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure et son Arrêté d'application du 28 avril 2006

Le décret transpose en droit français la Directive Européenne 2004/22/CE pour les Instruments de Mesure réglementés (DIM) publiée en 2004. Cette directive concerne

essentiellement les fabricants de certains appareils de mesure, dont les compteurs d'eau, en leur imposant des contraintes techniques plus fortes en terme de résistance, de durabilité, et de protection contre la fraude. Elle ouvre dans le même temps la porte à l'autocontrôle.

Ce décret se caractérise par les points suivants :

- Un nouveau marquage sur l'instrument : Mxx (M pour métrologie) ;
- Le respect d'exigences préconisées par la norme harmonisée européenne EN 14154 (au lieu de la norme ISO 4064 précédemment) et par le document normatif R49 de l'OIML (Organisation Internationale de la Métrologie Légale). Parmi ces exigences, on trouve par exemple : la réalisation d'études sur les effets des perturbations électromagnétiques sur la précision du comptage, la durabilité du compteur, la résistance du compteur aux flux inversés accidentels, l'indication de l'aptitude du compteur à mesurer les flux inversés ;
- Des procédures d'évaluation de conformité déterminées ;
- Le choix d'un ou plusieurs organismes notifiés, laboratoires indépendant à même d'évaluer les fabricants ;
- Les instruments électroniques de mesure sont dorénavant reconnus ;
- Changement de la terminologie utilisée pour les débits de référence (disparition des termes $Q_{min}/Q_t/Q_n/Q_{max}$ pour $Q_1/Q_2/Q_3/Q_4$ sans équivalence entre les deux systèmes).

Circulaire MEDD du 5 mai 2006 relative à la gestion de la ressource en période de sécheresse

Le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable dresse un bilan des enseignements tirés de la gestion de 2005 pour les années suivantes.

L'essentiel de la circulaire porte sur l'association des élus locaux à la gestion de crise, le ministère constatant en effet « l'absence relative des élus locaux » dans « les processus de décision et dans les modes de concertation ».

Les Préfets sont donc invités à « revoir la composition de ces cellules (les cellules sécheresse départementales) pour assurer la concertation la plus large possible... ».

D'autre part, la Circulaire indique que la prise d'arrêtés de restriction préfectoraux n'empêche pas « *le maire de prendre des mesures de police générale adaptées à une situation localisée pour restreindre l'usage de l'eau... »*.

Cette notion d'arrêtés municipaux de restriction des usages de l'eau, nouvelle, est laissée à la « libre appréciation » des Préfets qui pourront « inviter chaque maire à adopter par arrêté des restrictions sur les usages non prioritaires, relevant d'une gestion de priorité ».

La circulaire demande par ailleurs :

- une meilleure prise en compte, dans la définition des mesures de restrictions des relations pouvant exister entre ressources superficielles et souterraines (une rivière et sa nappe d'accompagnement par exemple) ;
- Une présence renforcée de la Police de l'Eau sur le terrain pour contrôler l'application des mesures.

Circulaire DGS/SD 7A N° 2006-235 du 30 mai 2006 relative aux mesures de prévention et aux modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence dans l'eau de virus Influenza aviaire hautement pathogène.

Cette Circulaire, qui se base sur un avis de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA), rappelle les actions à mettre en œuvre :

Pour l'eau potable

Les actions correspondent à des dispositions réglementaires existantes :

- Adéquation entre le traitement mis en œuvre et la ressource à traiter (Autorisation de prélèvement et de traitement) ;
- Protection de la Ressource : mise en œuvre des Déclarations Utilité Publique (DUP) ;
- Protection des installations : mesures prévues dans le cadre du plan Vigipirate.

Pour les eaux usées

Dans la situation actuelle (virus H5N1) aucune mesure préventive supplémentaire par rapport à celles qui existent déjà n'est justifiée pour les stations d'épuration. Ce point devra être reconsidéré, si un virus Influenza " humain "circulant dans la population humaine (excrétion fécale), vient à émerger, notamment pour les personnes travaillant en assainissement.

Cette Circulaire indique par ailleurs que le risque pour l'homme d'être infecté à travers l'eau potable est estimé en France comme nul à négligeable, et très faible en ce qui concerne les eaux résiduaires urbaines. Dans le cas de l'émergence d'un nouveau virus Influenza adapté à l'homme, le risque dépendrait en grande partie des propriétés biologiques du virus.

Circulaire DCE 2006/16 du 13 juillet 2006 relative à la constitution et la mise en œuvre du programme de surveillance pour les eaux douces de surface en application de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 du Parlement et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

Cette circulaire cadre la démarche pour élaborer un nouveau réseau de contrôle comprenant 1500 points de mesures pour la surveillance " DCE " de chacune des catégories d'eau.

Elle précise les différents types de contrôles (de surveillance, opérationnels, d'enquête et additionnels), les fréquences d'analyses et les paramètres biologiques ou physicochimique à mesurer suivant les types d'eau.

Le réseau devra être représentatif de l'état des masses d'eau et les points de mesures ne devront pas mesurer l'impact d'un point singulier (rejet, barrage, confluence,...).

Les contrôles de surveillance sont sous maîtrise d'ouvrage DIREN/CSP ou Agence de l'eau, les autres types de contrôle pourront être sous maîtrise d'ouvrage de collectivités, d'usagers,...

Un calendrier de mise en place précise que la validation des points de surveillance sera effective fin 2006, suivi de prospections sur le terrain en 2007 et d'une mise en œuvre du dispositif en 2008/2009.

La mise en place de ce réseau va générer une masse d'analyses importante associée à des mesures in situ pour suivre sur de nombreuses années des indicateurs de qualité des milieux aquatiques. Les différents acteurs de l'eau doivent y être partie prenante et être réactifs face à la pression de la DCE qui s'exerce de plus en plus concrètement sur les systèmes administratifs et financiers du monde de l'eau.

Décrets 2006-880 et 2006-881 du 17 juillet 2006 relatif à la procédure et à la nouvelle nomenclature et 8 arrêtés du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables à certaines installations soumises à déclaration

Ces documents modifient les régimes d'autorisation et de déclaration des ouvrages soumis à la Loi sur l'Eau, ainsi que la nomenclature associée.

Les principaux points à retenir sont les suivants :

- La nouvelle nomenclature est structurée par type d'impact, alors que la précédente l'était par type de milieu ;
- Certains seuils d'autorisation ont été relevés. Les seuils de déclaration sont en revanche tous maintenus ;
- Les procédures d'autorisation et déclaration sont simplifiées (regroupement de dossiers, contenu plus précis, encadrement de délais, transparence...). En revanche, les sanctions pénales en cas de non respect des engagements sont renforcées, la responsabilité pénale des personnes morales pouvant être engagée.

Dispositions contractuelles

Le Syndicat a entamé en 2005 la procédure de consultation des entreprises pour la délégation du service. Un nouveau contrat dont la SME est fermier, est applicable depuis juillet 2006.

La poursuite des recherches en eau

Comme les années précédentes, il convient de rappeler la nécessité pour le SCCCNO de poursuivre les recherches de nouvelles ressources d'appoint, d'origine souterraine, afin d'apporter le complément quantitatif nécessaire en période de carême et de diversifier ses ressources superficielles actuelles.

Le forage FR8, situé dans le périmètre appartenant au SCCCNO devrait être équipé le plus rapidement possible afin de satisfaire aux besoins futurs sur le périmètre du Nord Caraïbe.

Renouvellement des réseaux existants

Des travaux de renouvellement de canalisation ont eu cette année dans le cadre du marché à bon de commande. Il convient de poursuivre ces travaux dans les années avenir surtout pour des points sensibles tel que Boulevard LEGRAIN à SAINT-PIERRE afin d'améliorer le rendement de réseau.

1.1.4. La qualité de service

1.1.4.1. La démarche qualité de la SME

L'évolution du marché et l'ambition de la SME de toujours satisfaire ses clients (collectivités, abonnés et consommateurs), l'ont conduite à entreprendre dès 1999 une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses produits et services.

Depuis juin 2005, la SME est certifiée ISO 9001 pour la totalité de ses activités sur l'ensemble de son périmètre :

- la production et la distribution d'eau potable,
- la gestion administrative des clients,
- la collecte et le traitement des eaux usées,
- l'inspection des réseaux.

La politique d'entreprise fixe les principaux objectifs qualité à atteindre :

- ***Respecter les obligations contractuelles des nouveaux contrats afin d'accroître la satisfaction de nos clients collectivités et consommateurs,***
- ***Anticiper et satisfaire les attentes des clients, mériter leur confiance dans une démarche d'amélioration continue,***
- ***Améliorer l'image de l'entreprise.***

L'ensemble des agents de la SME est mobilisé sur ces axes d'amélioration par la déclinaison d'objectifs opérationnels individuels et des ressources importantes ont été mises en place afin d'obtenir l'adhésion de tous à cette démarche Qualité.

Le système Qualité en place est évalué, en interne, par une équipe d'auditeurs internes préalablement formés, et en externe par l'organisme AFAQ/AFNOR Certification.

L'ensemble de ces évaluations démontre que le système de management de la Qualité de la SME répond bien aux exigences de la norme ISO 9001 version 2000 et met en avant les fondations solides liées à la construction progressive du système Qualité, l'expérience acquise par la SME dans son environnement professionnel et, la forte implication et appropriation du système Qualité par le personnel.

1.1.4.2. Le baromètre satisfaction clients

En 2000, la SME a lancé un baromètre annuel de satisfaction clients avec l'Institut Ipsos, pour mesurer l'appréciation de ses clients sur ses prestations et connaître leurs attentes.

Cette opération est poursuivie chaque année et permet entre autres de positionner la SME par rapport à six autres opérateurs de services en Martinique (EDF, Télécom, CAF.....) pour la qualité des prestations fournies.

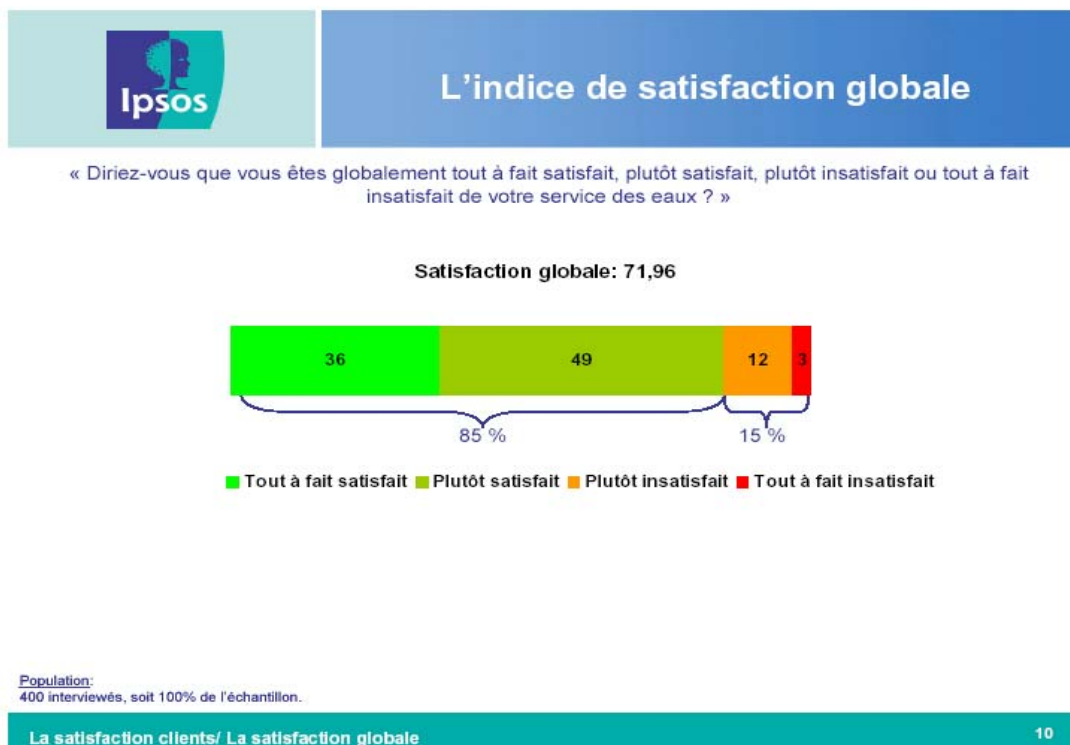
Résultats 2006 :

Sur la plupart des indicateurs, la SME obtient des résultats supérieurs à ceux de l'année 2005.

La société conserve encore en 2006 la première place du classement des 6 opérateurs de service majeurs en Martinique.

De plus, la société occupe une place de leader sur le marché de la distribution d'eau potable et sa notoriété reste largement dominante auprès de la population comparativement aux autres acteurs du marché.

En terme d'image et de façon générale, les résultats s'améliorent en 2006 : la SME est une entreprise qui inspire confiance, qui fait beaucoup d'efforts pour fournir une eau de bonne qualité et est reconnue pour être un véritable service public soucieux du bien être de la population.



Des progrès concernant l'information sur la qualité de l'eau et, les différents modes de paiements ont été soulignés par les clients interviewés.

Les résultats de l'enquête permettent de déterminer les axes prioritaires d'amélioration sur les critères de satisfaction les plus importants pour les clients. Notre société doit notamment poursuivre des efforts sur la qualité et la transmission de l'information concernant le prix de l'eau, l'information aux abonnés en cas d'interruption du service et l'exactitude des relevés de consommation. Des groupes de travail ont été formés sur ces sujets à travers la démarche d'amélioration continue de notre système de management qualité.

1.1.4.3. La qualité de l'eau

Le décret Eau Potable 2001-1220 de transcription en droit français de la Directive Européenne de Novembre 1998 sur la qualité des eaux d'alimentation est entré en vigueur depuis le 25 Décembre 2003.

La synthèse des 76 analyses effectuées par la DSDS sur le réseau du Syndicat au cours de l'année 2006, fait ressortir :

- 7 non-conformités bactériologiques, soit un taux de conformité de 93 %,
- 0 non-conformité physico-chimique, soit un taux de conformité de 100 %,

Plusieurs établissements industriels sollicitent régulièrement la SME pour leur transmettre les résultats d'analyse dans le cadre de leur démarche de Certification ISO (SNYL, ADAPEI, SNEMBG, SAPY-DANONE, LEADER PRICE, etc...).

1.2. Indicateurs techniques

1.2.1. Origine de l'eau

L'eau distribuée provient :

- des sources de Morestin, Attila, Yang Ting, Verrier,
- du captage et de l'usine d'Urion
- du forage Pécoule à Saint Pierre.

La production en m³/an des différents sites en 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
Source Morestin	1657896	1 657 896	1 676 477	1 617 864	1 596 208
Forage Pécoule	283661	242543	314 755	303 122	310 072
Urion	257468	263691	219 240	231 166	231 308
Source Attila	165984	176812	178 607	214 928	209 364
Source Yang Ting	146638	141828	125 648	121 569	127 780
Source Verrier	22613	28961	28 593	32 287	34 526

1.2.2. Récapitulatif des chiffres clés

	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de Clients	7940	8126	8262	8 322	8 531
Nombre d'habitants	18069	18069	18 069	18 069	18 069
Volumes distribués	2534260	2530312	2 418 279	2 520 936	2 509 310
Volumes consommés	1668480	1715321	1 633 710	1 593 219	1 578 757
Rendement du réseau	68%	69%	69%	63%	63%

1.2.3. Evolution du nombre de clients

	2002	2003	2004	2005	2006
Clients domestiques	7919	8105	8245	8 309	8 519
Clients municipaux (*)	4	4	1	1	0
Clients industriels (*)	11	12	11	7	7
Clients collectifs (*)	6	5	5	5	5
Nombre de Clients	7940	8126	8262	8322	8531

1.2.4. Evolution des volumes mis en œuvre

	2002	2003	2004	2005	2006
Volumes produits	2534260	2530312	2418279	2520936	2509310
Volumes distribués	2534260	2530312	2418279	1593219	1615509
Rendement du réseau	68%	69%	69%	63%	63%

1.2.5. Qualité de l'eau

La qualité de l'eau est appréciée par le suivi de paramètres portant sur :

- la qualité micro biologique,
- la qualité physico-chimique,
- la qualité organoleptique,
- les substances indésirables,
- les substances toxiques,
- les micro polluants organiques (pesticides, herbicides),
- la radioactivité (depuis 2005).

La fréquence des analyses du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par Arrêté Préfectoral en application du nouveau Décret 2001-1220 du 20 Décembre 2001.

Les prélèvements sont réalisés par la Direction de la Santé et du Développement Social (D.S.D.S.) et analysés par le Laboratoire Départemental d'Analyse (LDA), le laboratoire départemental de la Drôme et l'Institut Pasteur de Lille.

1.2.6. Répartition des chiffres clés par commune

	Bellefontaine	Carbet	Case Pilote	Fds St denis	Morne Vert	Prêcheur	St Pierre
Habitants	667	3316	4048	947	1938	1845	4453
m3 consommés	170526	419486	316342	48949	127828	123929	371697
Clients	677	1610	1898	376	922	787	2261
domestiques	674	1604	1896	376	922	787	2260
municipaux	0	0	0	0	0	0	0
industriels	2	3	1	0	0	0	1
collectivités	1	3	1	0	0	0	0
Stations pompage	1	3	6	2	0	2	1
Réservoirs	4	4	9	3	4	3	1

1.3. Indicateurs financiers

1.3.1. Tarifs

La tarification et ses modalités en vigueur sur le Syndicat sont conformes à la loi sur l'eau parue au Journal Officiel du 4 janvier 1992. Elle comporte un abonnement et une part variable fonction de la quantité d'eau réellement consommée.

Syndicat de la Côte Caraïbe Nord-Ouest Tarif au 2^e semestre 2006

DISTRIBUTION EAU POTABLE

K connu au 01/07/2006

1,0000

Prix de base valeur mai 2005

Nature	Part du délégataire		Part de la Collectivité
	prix de base	prix actualisé	
Particuliers, industriel et communaux			
Abonnement cptr. 15	15,90	15,90	14,52
Consommation	1,0600	1,0600	0,4944

TAXES et REDEVANCES pour les organismes publics

	prix	Destinataires
Aide au développement des réseaux ruraux (FNDAE)	0,0213	Ministère de l'agriculture
Taxe Prélèvement		applicable 2007
TVA	2,1 %	Trésor public
D.A.Octroi de Mer 100% base eau	1,5%	Région

1.3.2. Prix de l'eau (facture 120 m3)

Facture annuelle d'un client ayant consommé 120 m³ établie sur la base des tarifs au 2^e semestre 2006			
	M³	Prix unitaire 2^e s 2006	Montant 2006
DISTRIBUTION DE L'EAU			
Part du délégataire			
Abonnement annuel		15,90	31,80
Consommation	120	1,0600	127,20
Part de la Collectivité			
Abonnement annuel		14,52	29,04
Consommation	120	0,4944	59,33
Organismes publics			
Aide au développement des réseaux ruraux (FNDAE)	120	0,0213	16,80
Droit Additionnel à l'Octroi de Mer			3,96
TVA à 2,1 %			5,55
Sous-total TTC "eau" hors redevance de lutte contre la pollution			273,68
Soit le m3 TTC hors abonnement			1,73

Nouveau contrat d'affermage au 13/07/2006

2. PRODUCTION

2.1. Tableau des volumes produits

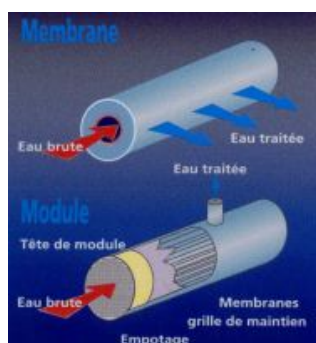
SITES	MORESTIN	PECOUL	URION	ATTILA	YANG TING	VERRIER	TOTAL 2006	<i>moyen/jour</i> 2006
<i>JANVIER</i>	132 388	7 387	19 276	14 877	11 046	3 231	188 205	6 071
<i>FEVRIER</i>	136 308	5 746	18 887	12 251	12 563	3 069	188 824	6 744
<i>MARS</i>	151 987	27 885	21 301	17 255	12 767	3 885	235 080	7 583
<i>AVRIL</i>	150 829	16 914	21 590	18 440	11 038	3 603	222 415	7 414
<i>MAI</i>	149 528	29 315	21 276	17 941	10 863	2 446	231 388	7 464
<i>JUIN</i>	135 822	29 216	17 717	19 447	10 842	2 503	215 546	7 185
<i>JUILLET</i>	115 814	30 146	19 503	17 281	10 362	2 875	195 981	6 322
<i>AOÛT</i>	123 902	30 884	17 463	18 744	11 568	3 083	205 645	6 634
<i>SEPTEMBRE</i>	123 716	35 960	15 819	18 998	7 959	2 462	204 914	6 830
<i>OCTOBRE</i>	123 288	34 111	19 166	18 813	11 473	2 686	209 537	6 759
<i>NOVEMBRE</i>	123 989	34 076	20 938	17 021	10 280	2 287	208 590	6 953
<i>DECEMBRE</i>	128 638	28 433	18 372	18 396	7 019	2 376	203 233	6 556
2006	1 596 208	310 072	231 308	209 464	127 780	34 526	2 509 357	6 875
2005	1617864	303122	231 166	214 928	121 569	32 287	2508581	6 873

2.2. Fonctionnement de l'usine d'urion

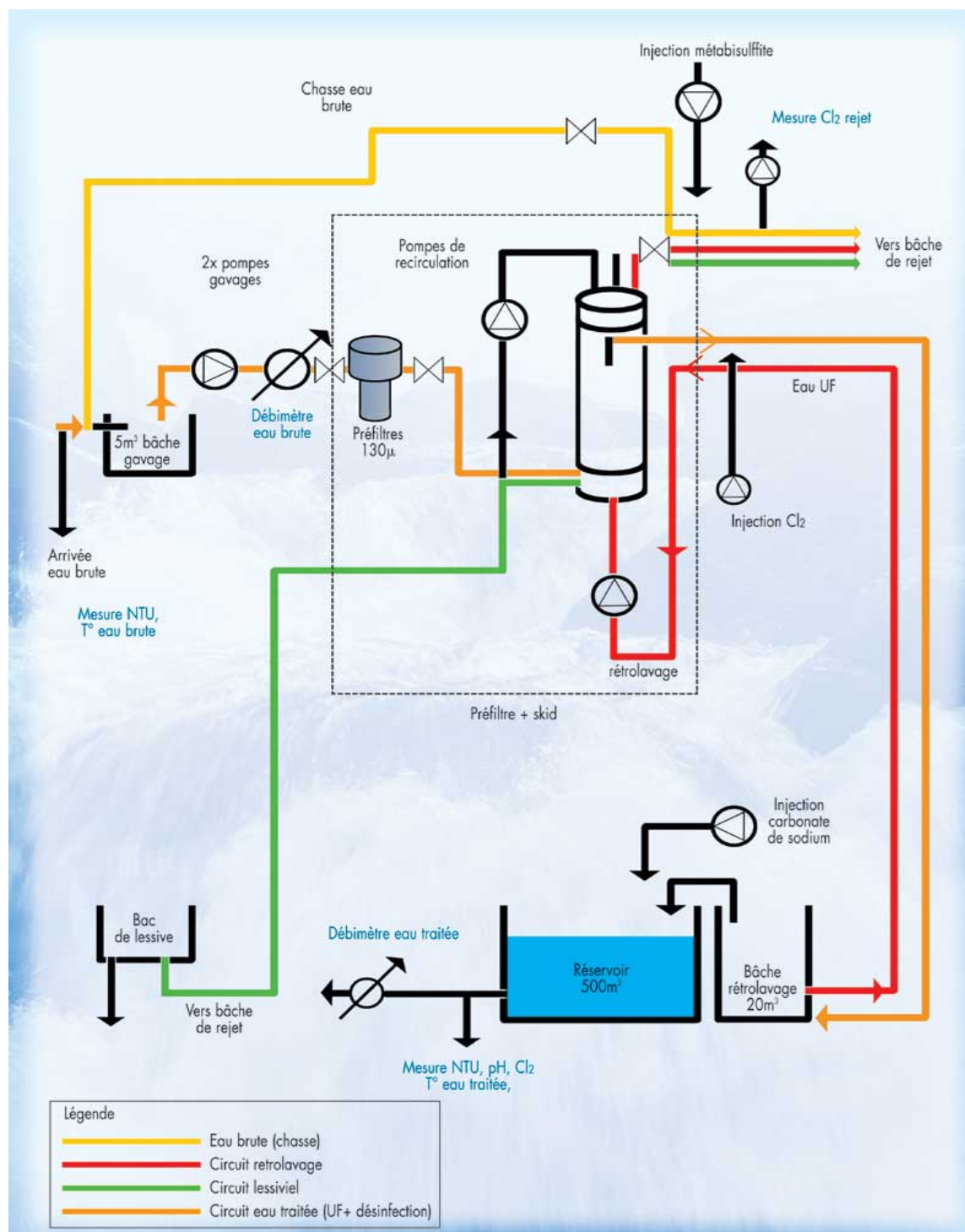
2.2.1. Principe de fonctionnement

Le procédé d'ultrafiltration d'Urion a été présenté aux élus par le Président du SCCCNO au mois de juin 2003. L'installation est à ce jour entièrement réhabilitée et donne satisfaction en fonctionnement normal, par contre nous rencontrons toujours des difficultés de traitement, et donc d'exploitation, en cas de fortes précipitations.

En 2006, nous avons eu 8 arrêts majeurs dus à ces montées de turbidités. Ces arrêts ont provoqué une indisponibilité de l'usine entre 1h à 10h sur une journée. Nous étudierons en collaboration avec la DAF et le concepteur. Les différentes solutions qui permettraient d'optimiser le fonctionnement de l'usine. Le trou de visite de la bache de rétro lavage d'urion a cédé à plusieurs reprises en 2006. Les réparations ont été effectuées par la SME, mais il conviendrait de placer une plaque PVC à l'intérieur de cette bache pour condamner l'accès sur le côté et placer un regard de visite en haut de la cuve. La SME a été par courrier au SCCCNO un devis correspondant aux travaux à effectuer.



2.2.2. Schéma de principe



2.2.3. Consommation de réactifs

Réactifs Urion 2006	
Chlore gazeux	343 kg
Métabisulfite	1200 l

2.3. Consommation Chlore par sites

Sites	Type	quantité
Pécoul	Chlore gazeux	343 kg
Moulinguet	Chlore gazeux	196 kg
Trouvent	Chlore gazeux	147 kg
Verrier	Chlore gazeux	98 kg
Divers	HTH	2250 kg



Forage Pécoul

2.4. Limites des installations

Nous rappelons ci-dessous les principales opérations, mentionnées lors des exercices précédents, et qui sont à réaliser pour permettre de fiabiliser, en quantité et qualité, la distribution de l'eau potable dans la Région Nord-Caraïbe :

- Mise en exploitation des nouveaux forages sur le site dont le SCCCNO est propriétaire.
- Poursuivre la recherche de nouvelles ressources (Morne-vert, Fonds Saint Denis)
- Renforcement de la Branche sud
- Création de secours sur les points de production existants
- Interconnexion entre les réseaux
- Chloration du réseau Morestin
- Mise en place des périmètres de protection
- Acquisition du lot de maintenance pour l'usine d'Urion
- Adduction, décantation, étanchéité turbidité à Verrier.

3. STATIONS DE POMPAGE ET RESERVOIRS

3.1. Fonctionnement des stations

SITES	Qn m³/h	HMT m	P kW	Volume			Kilowattheures EDF			Wh m³/m	Temps à Qn	Temps réel
				1°sem	2°sem	Total	1°sem	2°sem	Total			
MOYENNE TENSION												
MORNE DES CADETS	24	150	18	25 146	15 423	40 569	39 046	23 949	62 995	8,7	4,7	4,7
STATION MORNE ABEL	15	185	18	32 320	17 053	49 373	61 573	32 487	94 060	11,6	9,2	9,2
RESERVOIR MORNE ABEL	20	237	22	*	*	*	*	*	*	*	*	*
FORAGE PECOUL	38	76	18	**	**	**	**	**	**	**	**	**
FORAGE PECOUL FR1 BIS	50	78	18	116 463	193 610	310 072	65 421	72 388	137 809	5,7	16,6	16,6
CHEVAL BLANC	60	120	30	3 120	6 120	9 240	2 192	3 598	5 790	3,2	0,8	0,8
CHOISEUL	30	214	26	1 604	3 058	4 662	1 949	4 124	6 073	-	-	-
TOTAL “MOYENNE TENSION” :				VOLUME 395 233			KILOWATTHEURES 301 359					
BASSE TENSION												
CHARMEUSE	10	50		14 990	24 428	39 418	3 502	5 691	9 193	7	11	11
TROU VENT 1	5	46		6 380	8 105	14 485	2 205	2 291	4 496	7,6	6,2	6,2
BOUT BOIS 1	15	170		24 780	18 775	43 555	24 189	13 778	37 967	5,9	7,5	7,5
BOUT BOIS 2	12	114		16 704	6 648	23 052	12 879	3 703	16 582	6,9	7,8	7,8
MORNE AUX BOEUFs	20	70		**	**	**	**	**				
ANSE BELLEVILLE	18	65		**	**	**	**	**				
GRAND FOND	48	195		50 589	34 466	85 055	1 819	1 447	3 266	2,9	6,3	6,3
HAUTS DE MANIBA	32	170		10 752	1 792	12 544	6 631	2 205	8 836	3,9	2,4	2,4
LOTISST CARAIBE	18	100		32 814	26 820	59 634	17 183	13 926	31 109	5,5	7	7
CITRONELLES HAUT	15	191		10 455	5 490	15 945	7 111	4 842	11 953	4,3	2	2
CITRONELLES BAS	25	193		9 000	8 550	17 550	8 432	8 321	16 753	5	1,7	1,7
TOTAL “BASSE TENSION” :				VOLUME 360 802			KILOWATTHEURES 233 229					

*Alimentation électrique par EDF non disponible, seuls des essais avec groupe électrogène ont été effectué

** A l'arrêt en 2006

3.2. Travaux de renouvellement

- Renouvellement des kits de chloration des réservoirs du bourg de BELLEFONTAINE, du Sanatorium au CARBET et de Grand Fond à CASE-PILOTE.
- Les équipements hydrauliques des deux bâches de pompage des stations de Citronnelle à CASE-PILOTE ont été renouvelés.
- Les armoires de commande des stations de pompage de Bout-Bois 1, Bout-Bois 2 au CARBET, de Charmeuse au PRECHEUR, de St James à SAINT-PIERRE et de Maniba à CASE-PILOTE ont été renouvelés.
- Renouvellement des chloromètre de PECOUL, VERRIER et FONDS SAINT-DENIS
- Le turbidimètre d'eau brute d'URION au MORNE-VERT a été renouvelé.



Nouvelle armoire électrique de MANIBA intégrant des démarreurs progressifs

3.3. Limites des installations

Nous rappelons les remarques des exercices précédents :

- Nécessité de clôturer les sites sensibles notamment le terrain des réservoirs de Grand Fond à case Pilote
- Difficulté d'accès aux réservoirs de Choiseul à case Pilote.
- Réhabilitation du réservoir de Citronnelles

4. LE RESEAU

4.1. Généralités

- Le nombre total des interventions sur canalisations effectuées dans l'année est de **77**, en augmentation par rapport aux années précédentes.
- Le nombre total des interventions sur branchements effectuées dans l'année est de **508**.
- Le nombre de petites interventions sur les branchements et compteurs est de **507**.

4.2. Travaux réalisés

- Renouvellement de 190 ml de 42/50 en PEHD avec reprise des branchements au lotissement la Caraïbe à CASE-PILOTE.
- Renouvellement de 485 ml de fonte 100 en adduction au lotissement la Caraïbe à CASE-PILOTE
- Reprise de l'adduction de MORESTIN suite à un éboulement de terrain 70 ml de fonte 250.
- Déviation de l'adduction au niveau du quartier Beauregard au CARBET sur 120 ml en fonte 200.

4.3. Renouvellement

Un entretien systématique a été effectué sur les ventouses et les stabilisateurs généraux impliquant leur renouvellement partiel ou complet.

4.4. Limites des installations

- Pour l'alimentation des futurs logements de Préville au Prêcheur, il sera nécessaire de mettre en place un réducteur de pression sur l'adduction du réservoir afin d'alimenter les immeubles. Les promoteurs de cette opération avaient prévu l'installation d'un surpresseur.
- Des constructions sont effectuées à l'allée PECOUL sur l'adduction de MORESTIN mettant en péril à la fois l'approvisionnement en eau potable de la côte caraïbe et les biens des personnes qui construisent sur cette conduite. Rappelons que cette canalisation en fonte 250 peut contenir une pression allant jusqu'à 18 bars. Il est important de la déplacer pour éviter tout accident et incident.
- La distribution du quartier la Croix lotissement Val d'or au Morne-Vert est en acier galvanisé et est posée en propriété privée. Il conviendrait de reprendre cette conduite en PE 63 sous le domaine public.

- Suite à un glissement de terrain une partie de l'adduction d'Atilla a été réparée avec des conduites provisoires, il convient de renouveler ce tronçon de canalisation.
- Au quartier Godinot au Carbet, une conduite 125mm en fonte passe chez des particuliers, il conviendrait de reposer cette conduite sur environ 400 m en domaine public.
- A la cité Cocoteraie au Carbet une canalisation en PVC existante en domaine privé devrait être déplacée en partie publique.
- Au quartier le Cap à Case Pilote les abonnés sont alimentés par un piquage direct sur l'adduction, des manques d'eau fréquents sont constatés en cas de baisse de pression. Il conviendrait de raccorder l'ensemble de ces abonnés sur la distribution du réservoir de Maniba
- Au quartier Beauregard au Carbet. Nous constatons à une augmentation régulière des abonnés. Les branchements sont actuellement raccordés directement sur l'adduction. Il conviendrait créer un nouveau réseau de distribution afin de mettre en conformité l'alimentation de ce quartier.



Construction d'une maison individuelle sur l'adduction de MORESTIN

4.5. Linéaire du réseau

	2005				Intégration en 2006			
Ø	Fonte	P.V.C.	Galva	Total	P.V.C.	Fonte	PE	Total
400	5 200			5 200	-	-	-	5 200
300	2 220			2 220	-	-	-	2 220
250	8 330			9 010	-	-	-	9 010
200	6 160			6 160	-	-	-	6 160
175	7 085			7 085	-	-	-	7 085
160		6 010		6 010	-	-	-	6 010
150	6 825			7 017	-	-	-	7 017
140		6 178	300	6 478	-	-	-	6 478
125	18 122	3 944		24 738	-	-	-	24 738
100/110	23 225	28 420		53 820	-	-	-	53 820
90		12 450		12 450	-	-	-	12 450
80	10 310			10 310	-	-	-	10 310
75		11 638		11 638	-	-	-	11 638
63		12 715		12 715	-	-	-	13 242
60	6 211		540	6 751	-	-	-	6 751
50		11 125	455	11 580	-	-	-	11 580
40		870		870	-	-	-	870
33			1 470	1 470	-	-	-	1 470
26/20			1 920	1 920	-	-	-	1 920
Total	93 688	93 350	4 685	197 969	-	-	-	197 969

4.6. Interventions sur réseau

	Fuites canalisations		Fuites sur branchements		Fuite comptage
	D<150	D>150	Réparées	Renouvelées	
BELLEFONTAINE	6	0	11	28	32
CARBET	14	2	70	46	127
CASE PILOTE	18	3	39	78	89
FDS ST DENIS	8	0	17	7	25
MORNE VERT	10	0	32	7	57
PRECHEUR	1	1	13	38	51
SAINT PIERRE	14	0	39	83	126
TOTAL	71	6	221	287	507

4.7. Branchements réalisés

COMMUNE	Insee 99		2002	2003	2004	2005	2006
	Population	Logements					
BELLEFONTAINE	1 522	667	11	8	10	1	4
CARBET	3 316	1 479	14	16	17	14	17
CASE PILOTE	4 048	1 601	20	15	8	17	34
FONDS SAINT DENIS	947	400	1	2	2	4	1
MORNE VERT	1 938	843	10	10	17	8	9
PRECHEUR	1 845	790	6	2	3	6	2
SAINT PIERRE	4 453	1 933	16	16	12	8	7
viabilisés ou sur colonne (non affectés par commune)			102	194	54	144	85
TOTAL	18 069	7 713	180	263	123	202	159
CUMULES			9 311	9 560	9 678	9 880	10 039
LINEAIRE ESTIME(km)			93	95	97	99	100

4.8. Renouvellement

287 Branchements ont été renouvelés au cours de l'exercice

4.9. Bilan des volumes et rendement du réseau

Volumes	2002	2003	2004	2005	2006	Ecart
Volume produit	2 534 260	2 530 312	2 418 279	2 520 936	2 509 310	-11 626
Volume consommé facturé	1 668 480	1 715 321	1 633 710	1 580 061	1 558 006	-22 055
Consommation sur 365j	1 724 245	1 740 969	1 656 914	1 593 219	1 578 757	-14 462
Volumes de services					36 752	
Volume en perte m3/an	810 015	789 343	761 365	927 717	893 801	-33 916
Volume de perte m3/jour	2 219	2 163	2 080	2 542	2 449	-93
Rendement réseau	0,68	0,69	0,69	0,63	0,63	
Linéaire de canalisation (km)	2002	2003	2004	2005	2006	Ecart
Conduites de réseau	184	189	192	198	198	0
Conduites de branchement	94	95	97	99	100	1
Total	278	284	289	297	298	1
Nbre de branchement	9491	9560	9678	9880	10035	155
Indice de consommation m3/jour/km	16,99	16,79	15,71	14,7	14,85	0,15
Indice de pertes m3/jour/km	7,98	7,61	7,2	8,56	8,22	-0,34
Nbre de fuites sur conduite	95	107	84	64	77	13
Nbre de fuites sur conduite au km d	0,34	0,38	0,29	0,22	0,26	0,04
Nbre de fuites sur branchements	957	1 189	899	934	1015	81
Nbre de fuites pour 100 branchemen	10,9	12,4	9,3	9,5	10,11	0,61

5. LES ABONNES

5.1. Nombre d'abonnés

COMMUNE	CHIFFRE INSEE 1999			2002	2003	2004	2005	2006	Ecart 05/06
	Population	logements							
		Total	Rés princ						
BELLEFONTAINE	1 522	667	490	659	663	681	679	677	-2
CARBET	3 316	1 479	1 167	1 521	1 565	1 584	1 592	1 610	18
CASE PILOTE	4 048	1 601	1 359	1 727	1 729	1 759	1 762	1 898	136
FOND SAINT DENIS	947	400	323	366	370	373	374	376	2
MORNE VERT	1 938	843	701	879	889	896	909	922	13
PRECHEUR	1845	790	613	740	732	751	758	787	29
SAINT PIERRE	4 453	1 933	1 577	2 048	2 178	2 218	2 248	2 261	13
TOTAL	18 069	7 713	6 230	7 940	8 126	8 262	8 322	8 531	209

Nous constatons une progression du nombre d'abonnés + 209 en 2005 (+ 60 en 2005)

5.2. Gros consommateurs

Activité collectivité, hôtels hôpitaux

REFERENCE	DESIGNATION	Ø Cr	2006
RC 76 4900	SANATORIUM DEPARTEMENTAL	80mm	20488
RC 76 1430	HOTEL CLUB DU CARBET	80mm	13 423
RC 76 1431	HOTEL CLUB DU CARBET	60mm	21042
RA 80 3321	CAS EDF CASE PILOTE	20mm	15 246
RB 65 1550	LYCEE DE BELLEFONTAINE	60mm	6113
Total activité Collectivités			76 312

Activité Etablissements industriels

REFERENCE	DESIGNATION	Ø Cr	2006
RB 75 1304	E.D.F CENTRALE BELLEFONTAINE	60mm	42971
RB 75 1280	E.D.F CENTRALE BELLEFONTAINE	40mm	15 011
RC 76 1860	PISCINE DU CARBET	40mm	13629
RC 76 1870	PISCINE DU CARBET	40mm	14 092
RC 59 2900	DESHOMMES JEANTY (maraichage)	30mm	6257
RS 54 0630	TECHNO PONCE	30mm	14 248
RS 54 1870	STEP DE CASE PILOTE	40mm	10733
Total activité Industrielle			116 941

5.3. Volumes facturés

COMMUNES	1er semestre		2ème semestre		Total		consommation/jour		ratio
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	
BELLEFONTAINE	82221	87 538	77193	81924	159414	169462	437	464	1,06
CARBET	209 901	221 373	185 472	187 883	395 373	409 256	1 083	1 121	1,04
CASE PILOTE	173076	177 389	158032	134785	331108	312174	907	855	0,94
FOND ST DENIS	23 960	24 119	25 641	23 270	49 601	47 389	136	130	0,96
MORNE VERT	67360	64 130	66567	62227	133927	126357	367	346	0,94
PRECHEUR	59 412	61 826	62 351	62 983	121 763	124 809	334	342	1,03
SAINT PIERRE	208368	197 252	180507	171307	388875	368559	1065	1010	0,95
TOTAL SCCCNO	824 298	833 627	755 763	724 379	1 580 061	1 558 006	4 329	4 269	0,99

5.4. Répartition des volumes vendus

	2002	2003	2004	2005	2006	ratio
CONSOMMATIONS DOMESTIQUES						
abonnés inf à 6000m3/an	1 434 864	1 492 455	1 404 462	1 412 902	1 364 753	0,97
Gros consommateurs(sup à 6000m3/an) Lotissements, immeubles collectifs	0	0	0	0	0	
Total consommations domestiques	1 434 864	1 492 455	1 404 462	1 412 902	1 364 753	0,97
CONSOMMATIONS D'AUTRES ACTIVITES > à 6000m3/an						
Ets collectivités lycées, hôpitaux, hôtels	64 362	62 173	61 804	63 338	76 312	1,20
Ets industriels	129872	132477	158120	92481	116941	1,26
Ets municipaux	39 382	28 216	9 324	11 340	0	
Total consommations autres activités	233 616	222 866	229 248	167 159	193 253	1,16
TOTAL TOUTES CONSOMMATIONS	1 668 480	1 715 321	1 633 710	1 580 061	1 558 006	0,99
CONSOMMATIONS UNITAIRES						
domestiques: Nbre d'abon inf à 6000m3/an	7 919	8 105	8 245	8 309	8 519	1,025
vol/abonné m3/an	181	184	170	170	160,20108	0,94
domestiques: gros consommateurs:	0	0	0	0	0	
vol/abonné m3/an	0	0	0	0	0	
domestiques tous abonnés: Nbre d'abonnés	7 919	8 105	8 245	8 309	8 519	1,025
vol/abonné m3/an	181	184	170	170	160,20108	0,94
AUTRES ACTIVITES (> à 6000 m3/an)						
collectivités: Nbre d'abonnés	6	5	5	5	5	1
vol/abonné m3/an	10 727	12 435	12 361	12 668	15 262	1,20
industriels: Nbre d'abonnés	11	12	11	7	7	1
vol/abonné m3/an	11 807	11 040	14 375	13 212	27 608	2,09
municipaux: Nbre d'abonnés	4	4	1	1	0	0
vol/abonné m3/an	9 846	7 054	9 324	11 340	0	0
Total gros consommateurs: Nbre d'abonnés	21	21	17	13	12	0,92
vol/abonné m3/an	11 125	10 613	13 485	12 858	16 104	1,25
CONSOMMATION UNITAIRE - MOYENNE GENERALE						
Nbre d'abonnés	7 940	8 126	8 262	8 322	8 531	1,025
Vol/abonné m3/an	210	211	198	190	183	0,96

6. LA QUALITE DE L'EAU

6.1. Analyses bactériologiques

6.1.1. Analyses bactériologiques points de production

Points de production SCCCNO				
Analyses bactériologiques – Année 2006				
	Norme	Nombre d'analyses	Nombre de NC	% conformité
Escherichia coli	0	25	2	92%
Entérocoques	0	25	2	92%
Total		25	4	84%

Au total, 25 analyses ont été réalisées aux points de production au cours de l'année 2005.

Deux non-conformités bactériologiques ont été constatées en sortie des points de production à VERRIER et PECOUL pour l'année 2006.

Ces non conformités révèlent l'intérêt d'améliorer le système de chloration sur le périmètre SCCCNO et de mettre en place à VERRIER une unité de filtration pour améliorer la qualité de l'eau distribuée.

6.1.2. Analyses bactériologiques réseaux de distribution

La fréquence des analyses du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par Arrêté Préfectoral en application du nouveau Décret 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Les prélèvements sont réalisés par la Direction de la Santé et du Développement Social (D.S.D.S.) et analysés par le Laboratoire Départemental d'Analyse (LDA), le laboratoire départemental de la Drôme, l'Institut Pasteur de Lille et le laboratoire Eichrom Europe à Bruz (35).

La qualité de l'eau est appréciée par le suivi de paramètres portant sur :

- la qualité micro biologique,
- la qualité physico-chimique,
- la qualité organoleptique,
- les substances indésirables,
- les substances toxiques,
- les micro polluants organiques (pesticides, herbicides),
- la radioactivité.

La synthèse des 101 analyses effectuées par la DSDS sur les unités de production et le réseau de distribution du SCCCNO au cours de l'année 2006, fait ressortir :

- 7 non-conformité bactériologique, donc un taux de conformité de 93 %,
- aucun dépassement physico-chimique.

Synthèse des analyses 2006

	Production SCCCNO	Réseau de distribution	Total
Nombre d'analyses	25	76	101
NC bactériologiques	4	3	7
Taux de conformité	84%	96%	93%

Les 3 NC en distribution concernent des prélèvements effectués sur le réseau de Fond Saint Denis.

Les 4 NC en production concernent : Morestin Pécoule, Verrier, Moulinguet.

Dans tous les cas, il convient de fiabiliser les installations de désinfection sur les ouvrages du SCCCNO, grâce à l'installation de postes de chloration supplémentaires et d'analyseurs de chlore en continu (projets en cours).

6.2. Analyses Physico-chimique

6.2.1. Tableau de synthèse des principaux paramètres analysés

POINTS DE PRODUCTION S.C.C.C.N.O.								
Analyses physico-chimiques - Année 2006								
Valeurs moyennes	Station Bellefontaine	Station Carbet - Morestin	Station Case Pilote	Station Moulinguet	Station Morestin Pécoule	Station Trouvent	Station Urion	Station Verrier
Nombre d'analyses	3	3	3	3	4	3	3	3
Chlore libre (mg/l)	0,13	0,43	0,27	0,67	0,38	0,85	0,30	0,77
Conductivité	171	173	171	119	210,7	130,5	74,33	82
Chlorures (mg/l)	11,7	14,97	11,6	7,72	17,83	11,10	5,92	8,25
Nitrates (mg/l)	4,71	5,54	4,75	0,20	7,93	0,4	0,19	0,09
pH	7,20	7,05	7,02	7,60	6,97	7,4	7,35	7,65
Sulfates (mg/l)	5,40	5,87	5,39	1,25	8,03	1,53	1,66	1,23
Température (°C)	26,5	26,8	25,33	22,5	27,07	23,75	21,83	25,67
TAC (°F)	5,9	6,13	6,33	5,50	6,98	5,25	2,73	3,10
Turbidité (NTU)	0,08	0,24	0,12	0,07	0,08	0,16	0,13	0,24

Aucune non-conformité physico-chimique n'a été constatée sur les points de production en 2006

6.2.2. Analyses physico-chimique réseau de distribution

RESEAU DE DISTRIBUTION S.C.C.C.N.O. Analyses physico-chimiques - Année 2006							
Valeurs moyennes par unité de distribution	Bellefontaine - Verrier	Case Pilote - Carbet	Fond Saint Denis	Morne Vert Bourg	Morne Vert Lacroix	Nord Caraïbe	Saint Pierre Trois Ponts
Nombre d'analyses	3	26	8	7	6	12	3
Chlore libre (mg/l)	1,33	0,58	0,87	0,59	0,31	0,4	0,00
Conductivité	77,5	167,24	131,5	72,43	91,67	208	165,67
pH	7,20	7,23	7,37	7,36	7,25	7,10	7,05
Température (°C)	21,5	27,3	22,99	24,71	24,7	27,58	26
TAC (°F)	2,77	5,94	5,12	2,66	2,97	6,81	5,43
Turbidité (NTU)	0,42	0,07	0,11	0,07	0,10	0,08	0,08

Aucune non-conformité physico-chimique n'a été constatée sur le réseau de distribution en 2006

Annexes

Loi sur l'eau et les milieux aquatiques - note rapport annuel